Note de politique

Réactions des communautés de PANDC face à la légalisation du cannabis au Canada : une étude plurigouvernementale

En bref

- Nous avons demandé à des personnes noires, autochtones (dont des membres des Premières Nations, des Inuits et des Métis) et de couleur (PANDC) de partager leurs points de vue sur l'usage du cannabis dans des contextes culturels distincts, y compris à des fins thérapeutiques, spirituelles et récréatives.
- Les participants ont fait part de leurs préoccupations quant à l'excès de contrôle systémique des communautés PANDC et ils se sont demandé si les mesures visant la réduction de la criminalisation seraient appliquées de façon équitable.
- Il faudra que les communautés PANDC soient davantage représentées dans les recherches sur le cannabis et dans l'industrie licite du cannabis.

Objet de la recherche

La vente et la possession de cannabis ont été prohibées au Canada dès 1923. Les études ont montré que les lois antidrogue avaient de tout temps désavantagé les communautés PANDC, et que rien n'avait changé à cet égard. Le 17 octobre 2018, le gouvernement du Canada a légalisé la production, la distribution, la vente et la consommation du cannabis à des fins non médicales. Il revenait aux provinces et territoires d'établir des règles et des mesures législatives supplémentaires. Résultat : le Canada compte à présent 13 systèmes de réglementation du cannabis. Il est donc indispensable de mieux examiner les divers points de vue sur la légalisation dans les différentes compétences. Il est également capital d'étudier dans quelle mesure les politiques et les systèmes de réglementation liés au cannabis

tiennent compte des difficultés rencontrées par les communautés PANDC et leur ouvrent des possibilités. Enfin, il est essentiel d'impliquer les membres des communautés PANDC dans les études sur la légalisation du cannabis, car ces communautés ont souvent été sous-représentées dans les recherches sur les politiques antidrogue. Les expériences et les points de vue des PANDC sont indispensables à l'élaboration de politiques justes et bien avisées.

Méthodes

De septembre 2018 à juillet 2019, nous avons tenu des groupes de discussion et des entretiens avec 37 membres de communautés PANDC des quatre provinces les plus peuplées du Canada, soit le Québec, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie Britannique. Pour pouvoir participer à

la consultation, il fallait avoir au moins 18 ans et se considérer comme membre d'une ou plusieurs communautés PANDC. Il fallait aussi être impliqué dans la défense des intérêts de personnes ou de populations directement touchées par la légalisation du cannabis ou être impliqué à un autre titre sur des questions liées à la consommation de substances. Pour le recrutement des participants à l'étude, nous avons contacté des gestionnaires d'organismes communautaires œuvrant spécifiquement auprès des communautés PANDC de Montréal, Toronto, Edmonton et Vancouver. Vingt-huit volontaires ont participé en personne à des groupes de discussion et neuf à des entretiens téléphoniques individuels (ceux qui préféraient cette solution ou qui n'étaient pas en mesure de participer à un groupe de discussion prévu dans leur ville).

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils savaient et pensaient des risques et avantages éventuels de la légalisation du cannabis pour la santé publique, de quelle manière leurs provinces respectives avaient réagi à la légalisation et aux nouvelles réglementations et quelles étaient les ressources nécessaires pour faire face aux changements majeurs associés à la légalisation. Notre équipe de recherche a décidé de ne pas demander aux participants de renseignements identificatoires tels que l'âge, le sexe/genre et la race/l'origine ethnique. Au cours des discussions de groupe et des entretiens, certains participants ont spontanément indiqué leur appartenance à certaines communautés dont les communautés afro antillaise, africaine, autochtone, latino-américaine et sud-asiatique et la communauté asiatique du Sud-Est.

Les entretiens ont été enregistrés et transcrits. Par la suite, nous avons analysé les principaux thèmes qui s'en dégagent. La présente étude a été approuvée par le Conseil d'éthique de la recherche du Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH) et par l'Université de Toronto.

Conclusions de la recherche

Points de vue sur le cannabis

Les participants ont émis des points de vue très

divers sur le cannabis, notamment sur son usage à des fins thérapeutiques (p. ex. gestion de la douleur), spirituelles et récréatives (p. ex. usages social et culinaire) et sur les multiples types de produits (p. ex. infusions et cannabis à usage topique) dans des contextes culturels distincts. Certains participants ont fait remarquer que dans certaines cultures, le cannabis était considéré comme une plante médicinale et qu'il était utilisé ainsi depuis des siècles. Ils ont expliqué que dans ces cultures, les gens faisaient souvent un usage modéré du cannabis et que les taux de consommation probématique y étaient moindres.

Quelquefois, on prend du cannabis quand on fait la fête ; quelquefois, on en prend parce qu'on a mal quelque part ; quelquefois, on s'en applique sur la peau ; quelquefois je me fais une tisane de cannabis ; quelquefois, j'en mets dans du rhum et je fais boire ça à quelqu'un pour soulager sa douleur. (Groupe de discussion, Ontario, mars 2019)

Le cannabis est utilisé comme remède. Il y a quelqu'un au village qui sait comment le mélanger avec des racines, des feuilles et d'autres choses [...] et personne n'a de problème de dépendance. On s'en sert dans la cuisine, comme d'une herbe aromatique. (Groupe de discussion, Alberta, octobre 2018)

De nombreux participants ont exprimé leur vénération à l'égard du cannabis et de la culture de cette plante. Dans certaines sociétés, le cannabis est révérend depuis le moment où il est cultivé jusqu'au moment de son utilisation. Dans cette optique, les participants ont exprimé leurs préoccupations face à la production commerciale de cannabis à grande échelle, qui privilégie les profits, voire maximise la teneur en tétrahydrocannabinol (THC, le principal composant psychoactif du cannabis) au détriment des méthodes de culture naturelles et respectueuses de la plante. Ces participants se sont également dits inquiets de l'utilisation de pesticides dans les cultures commerciales.

Je refuse d'utiliser le mot « cannabis » parce que j'ai l'impression que c'est un nouveau terme générique pour quelque chose de très ancien. Et je remarque simplement que beaucoup... je me considère comme africaine, comme noire, comme rasta. Et ce que je remarque, c'est que la plante a été délibérément vidée de toute sa signification culturelle. (Groupe de

discussion, Ontario, mars 2019)

De nombreux participants ont décrit l'importance accordée par leur communauté au partage des connaissances sur la façon de se procurer du cannabis de qualité, de le préparer et de le consommer en toute sécurité. Beaucoup d'entre eux ont fait état de la nécessité de mettre en place, à l'intention des producteurs et des consommateurs, des programmes de formation sérieux sur la culture sécuritaire du cannabis et sur son usage sans risques. Les participants ont jugé que les producteurs commerciaux et les personnes sans expérience de la consommation de cannabis manquaient des connaissances nécessaires pour cultiver cette plante en toute sécurité et la consommer de manière responsable. Les participants se sont accordés sur le fait que les gouvernements et les producteurs agréés de cannabis devraient s'efforcer de mieux s'informer sur le cannabis et de transmettre ces connaissances aux consommateurs, en particulier aux nouveaux consommateurs.

Le plus grand problème que je vois à l'heure actuelle est le manque de connaissances sur l'usage du cannabis, qui est dû à un manque de connaissances sur ce qu'est le cannabis [...]. À présent, beaucoup de gens s'intéressent au cannabis parce qu'il a été légalisé. Et pourtant, les producteurs autorisés, qui sont réglementés et qui sont en fait les points d'accès au cannabis, mais qui ne sont pas vraiment... ne savent pas vraiment, au départ, ce qu'implique l'utilisation même du cannabis (Entretien, Colombie-Britannique, mai 2019)

Les participants ont fait remarquer que le cannabis pouvait être utilisé à mauvais escient. Ils ont souligné l'importance de faire preuve d'autodiscipline et de vigilance quand on consomme du cannabis, c'est-à-dire qu'il faut bien connaître ses problèmes de santé et son seuil de tolérance au THC, par exemple. À leur avis, la question de l'accès à l'information occupe une place prioritaire, surtout pour les membres des communautés qui se heurtent à des obstacles supplémentaires (p. ex. linguistiques ou technologiques) pour se documenter sur le cannabis et obtenir une aide professionnelle.

On a affaire à des parents qui ne savent même pas lire l'anglais. Ils ne peuvent pas avoir accès à Internet

parce qu'ils ne savent pas se servir d'un ordinateur. Impossible de leur dire « Lisez telle ou telle brochure » ou « Faites des recherches sur Google ». [...] Et leurs enfants, ils ne peuvent même pas leur expliquer parce que, comme je l'ai dit, ils ont passé cinq, six, dix, quinze ans dans des camps de réfugiés. Ils n'ont pas été à l'école. (...) On a donc besoin de renseignements sérieux pour les gens de notre communauté, pour les préparer à la [législation]. (Groupe de discussion, Alberta, octobre 2018)

Risques perçus de la légalisation

Tous les participants se sont accordés à dire que le cannabis affectait différemment chaque personne et que ses effets néfastes et bénéfiques dépendaient de nombreux facteurs propres à chaque individu et à son milieu. Certains participants ont estimé que la légalisation contribuerait à détourner les consommateurs du marché non réglementé. D'autres, en revanche, ont affirmé que les problèmes liés à la mise en œuvre de la légalisation, telles les restrictions relatives à l'approvisionnement, au prix de vente et à l'âge minimum permettraient au marché non réglementé de continuer à prospérer.

Pourquoi est-ce qu'on irait acheter de la marijuana en magasin alors qu'on connaît déjà le trafiquant de drogue du quartier, qu'on peut en acheter à un prix intéressant et en gros, sans contrôle d'identité, et qu'on peut se faire livrer à domicile ? [...] Je ne crois pas que beaucoup de jeunes vont se dire : « Bon, je vais attendre d'avoir 19 ans pour aller au magasin. » [...] ils en consomment déjà. Le seul résultat, c'est que ça encourage les trafiquants de drogue et que ça permet à leur commerce de prospérer. (Groupe de discussion, Alberta, octobre 2018)

Beaucoup de participants ont dit craindre que la légalisation n'amplifie encore davantage les répercussions du racisme et de la discrimination systémiques dont font l'objet en permanence les familles et les communautés PANDC, surtout de la part de la police (voir plus bas la section sur les interventions policières excessives dans les communautés PANDC). Les participants ont également évoqué la stigmatisation sociale ainsi que l'opprobre au sein des familles (p. ex. en raison de l'incidence financière de la consommation de substances ou de la dépendance) dont font

l'objet les membres des communautés PANDC qui consomment du cannabis.

Les participants ont parlé du marché illicite et de ses conséquences négatives éventuelles pour les jeunes PANDC. Certains ont fait remarquer que ces jeunes étaient particulièrement exposés au risque d'être recrutés sur le marché non réglementé, non seulement en tant que consommateurs, mais aussi en tant que participants à des activités criminelles. Cela est dû à des problèmes de longue date découlant du racisme systémique dans ces communautés, dont la pauvreté et l'absence de possibilités licites de gagner sa vie.

Et oui, publiquement, pour la communauté autochtone et pour notre population, on est malheureusement des marginaux qui vivent dans la pauvreté. Et nos jeunes sont ceux que les recruteurs ciblent [...]. J'allais justement dire que nos jeunes sont ceux qui alimentent l'économie parallèle. C'est nous qui sommes recrutés et qui faisons partie des gangs. Et c'est ça qui nous inquiète le plus. (Groupe de discussion, Alberta, octobre 2018)

Les participants ont également reconnu les risques de la consommation de cannabis pour la santé et la sécurité, notamment en ce qui concerne le développement du cerveau, la dépendance, l'aggravation des maladies mentales et la conduite avec facultés affaiblies. Beaucoup ont déploré le manque de données empiriques sur les effets à long terme de la consommation de cannabis. Certains ont émis des réserves sur les recherches en cours et sur celles déjà publiées, en soulignant que les communautés PANDC n'avaient pas été souvent conviées à y participer.

Je suis d'accord : il y a eu tout un tas d'études pas sérieuses qui ont été publiées [...]. Il n'y a pas vraiment de cadre précis pour faire des recherches solides sur toutes les conséquences possibles de l'usage de cannabis sur diverses catégories de gens. (Groupe de discussion, Ontario, mars 2019)

Les jeunes étaient un grand sujet de préoccupation pour les participants, et ce, en raison des risques sanitaires et sociaux liés à la consommation de cannabis. Ils ont toutefois, souligné l'importance de fournir aux jeunes des renseignements de qualité sur le cannabis ainsi que de mettre à leur

disposition des lieux où ils puissent poser des questions et consommer du cannabis en toute sécurité.

J'ai commencé à consommer, je ne sais pas moi, à l'âge de 12, 13 ans ? Et je me réjouis que ma fille soit en âge de choisir le lieu où aller. Pourtant, j'ai eu peur quand c'est arrivé parce que je me suis dit : « Qu'est-ce qui va se passer ? Où est-ce qu'elle va s'en procurer ? » (Groupe de discussion, Ontario, mars 2019)

Plusieurs participants ont expliqué que la consommation de cannabis chez les jeunes pouvait accroître les tensions dans les familles, en particulier dans certaines cultures. Ils ont estimé que l'intervention des familles et de la communauté ainsi que des conversations sérieuses avec les jeunes étaient déterminantes pour éviter que les jeunes ne se tournent vers les marchés illicites.

Fait important, les participants ont aussi déploré que le gouvernement n'ait pas suffisamment consulté les communautés PANDC lors de la planification et de la mise en œuvre de la légalisation. En ce qui concerne les communautés autochtones en particulier, certains ont mentionné leur souveraineté et la juridiction autochtone ainsi que leur droit à l'autodétermination en matière de réglementation du cannabis. Ils se sont demandés si les gouvernements fédéral et provinciaux avaient respecté ces importants aspects de la gouvernance autochtone.

Avantages perçus de la légalisation

En dépit des préoccupations concernant l'exacerbation de la stigmatisation mentionnée plus haut, la majorité des participants ont estimé que l'un des principaux avantages de la légalisation était la réduction de la stigmatisation liée au cannabis dans la société, y compris dans leurs communautés locales et dans le milieu médical. Cette réduction de la stigmatisation devrait conduire à davantage d'activités éducatives et faciliter les échanges sur le cannabis, que ce soit à l'école, dans les foyers ou d'autres cadres sociaux.

En tout cas, vu les idées différentes que beaucoup de communautés ethniques se font du cannabis et des personnes qui en consomment [...], je suppose que la

législation est une bonne chose dans l'ensemble. Il faudra un peu de temps, mais les gens accepteront de plus en plus les consommateurs de cannabis dans leur communauté, c'est certain. (Groupe de discussion, Colombie-Britannique, avril 2019)

Les participants ont décrit certaines expériences négatives qu'eux-mêmes ou d'autres personnes avaient vécues lors de discussions avec des prestataires de soins sur leur consommation de cannabis. Certains ont exprimé le souhait qu'une formation clinique obligatoire sur l'usage de cannabis à des fins thérapeutiques soit mise en place parallèlement à la législation. Ils ont également dit qu'ils espéraient que la réduction de la stigmatisation améliorerait la communication entre les patients et les prestataires de soins au sujet de la consommation de cannabis et des questions de santé et de bien-être qui y sont liées (p. ex. santé mentale, dépendance). Selon quelques participants, la législation encouragera davantage de personnes à examiner avec leur prestataire de soins si le cannabis constitue une option thérapeutique valable dans leur cas.

J'ai remarqué qu'il y a beaucoup de stigmatisation à propos du cannabis dans le milieu médical. Il y a des médecins qui sont tout à fait pour alors que d'autres vous font vraiment sentir honteux parce vous en consommez et que vous ne prenez pas vos médicaments [...]. À mon avis, la législation renforcera la transparence entre les médecins et les patients [...]. En plus, la personne qui consultera un psychiatre pour des problèmes de santé mentale qui ont pu être provoqués par la marijuana, se sentira plus à l'aise pour dire qu'elle en consomme, maintenant que c'est légal. Avant, elle aurait peut-être eu peur que le psychiatre viole le secret professionnel [...]. La législation sera une bonne chose, parce qu'il y aura moins de stigmatisation au sujet de la consommation de cannabis. (Groupe de discussion, Québec, novembre 2018)

En outre, malgré les réserves exprimées au sujet des recherches faites jusqu'ici sur le cannabis, de nombreux participants ont dit que la législation ouvrait la porte à des recherches plus nombreuses et de meilleure qualité sur la consommation du cannabis et les conséquences de la législation.

Si on la considère comme une étape vers la

législation et la décriminalisation complètes des drogues, la législation du cannabis ouvre la porte à la recherche des avantages associés à la consommation de drogues à des fins récréatives et médicinales. (Entretien, Colombie Britannique, juillet 2019)

Les participants ont dit qu'il fallait que les communautés PANDC participent davantage aux recherches, en particulier celles qui visent à examiner les liens entre les traumatismes, la discrimination raciale, la santé mentale et la consommation de cannabis et d'autres substances, et aussi les recherches sur les effets du cannabis sur les communautés, entre autres. Ils ont également souligné que la richesse des connaissances des communautés PANDC et leurs points de vue uniques pourraient s'ajouter utilement au nombre croissant de données probantes sur les répercussions de la législation du cannabis.

Interventions policières excessives dans les communautés PANDC

Les participants ont parlé des effets persistants du racisme systémique, et notamment du caractère punitif des lois antidrogue et des interventions policières excessives dans les communautés PANDC. Selon eux, la législation du cannabis devrait avoir pour conséquence une réduction du nombre de démêlés avec la justice pour les personnes de ces communautés. Cependant, ils ont dit craindre que les interventions policières systémiques excessives continuent à maintenir un taux élevé d'arrestations et d'inculpations concernant de nouvelles infractions dans les communautés de PANDC, dont conduite avec facultés affaiblies par le cannabis, possession de cannabis illicite et vente de cannabis à des jeunes n'ayant pas l'âge requis par la loi.

De tout temps, les personnes de couleur ont été démesurément pénalisées pour des infractions liées au cannabis en termes d'accusations et d'arrestations. D'ailleurs, les statistiques montrent clairement qu'elles ont été injustement affectées. (Entretien, Colombie-Britannique, mai 2019)

Malgré la législation, il y a encore beaucoup de lois et de règlements relatifs à l'usage du cannabis. Et donc, vu les préjugés raciaux et le mode

d'intervention de la police, je me demande si la légalisation fera baisser le nombre d'arrestations ou si elle pourrait le faire augmenter. (Entretien, Ontario, octobre 2018)

Les participants ont décrit des incidents de profilage racial par la police, avec leurs effets physiques, psychologiques et spirituels. Certains ont expliqué que, même si la possession de cannabis a été légalisée, leur sentiment d'être exposés au profilage racial par la police n'a pas disparu. Ils ont l'impression que si on les trouve en possession de cannabis, ils feront l'objet d'un contrôle inutile et injuste. Pour beaucoup de participants, c'était l'application par la police des lois sur la conduite avec facultés affaiblies par la drogue qui suscitait cette crainte. Plusieurs participants se sont déclarés préoccupés par les mesures de tolérance zéro dans certaines provinces, en raison du manque d'appareils fiables pour évaluer l'affaiblissement des facultés des conducteurs et la tendance bien ancrée de la police à arrêter injustement les automobilistes noirs, autochtones et de couleur.

En fait, c'est une des raisons pour lesquelles j'ai carrément arrêté de conduire il y a quelques années, avant même la légalisation. J'en ai assez du profilage racial. J'en ai assez d'avoir à donner des explications. J'en ai assez de ressentir ce que je ressens, quand ils se collent derrière moi. [...] J'ai l'impression d'avoir cinq ans. Je regarde dans le rétroviseur. Je m'affole. Qu'est-ce qu'ils vont chercher ? Est-ce que j'ai ma ganja ? Elle est où ? Je ne sais pas où elle est. Et, mes pensées défilent à toute allure. En toute honnêteté, j'ai une peur bleue de la police et de ce qu'elle va faire. (Groupe de discussion, Ontario, mars 2019)

Certains participants (en particulier à Toronto) ont parlé des relations tendues qui existent entre leurs communautés et la police en raison des raids qu'elle effectue lors d'événements communautaires où le cannabis est à la fête. Ils ont également affirmé que les médias présentaient une image fautive et stigmatisante de ce qui, à leurs yeux, est une culture positive du cannabis dans laquelle les communautés se reconnaissent. Là encore, beaucoup de participants ont dit espérer que la légalisation contribuerait à éliminer la stigmatisation associée au cannabis et à faire évoluer les mentalités à l'égard de la culture et de la consommation

de cannabis.

À chacun des événements auxquels j'ai participé, j'étais très à l'aise. Je n'ai rien remarqué qui justifiait que la police intervienne et jette les gens à terre, les menotte les mains dans le dos et les fasse pleurer, les traumatise. Tout ça crée de la méfiance vis-à-vis de la police, alors qu'on devrait essayer de lui faire confiance, non ? Il y avait un marché de produits comestibles [...] et [une équipe de télévision] a débarqué [...]. Ce que je ressentais, c'était un esprit communautaire ; le lieu était approprié. Seules les personnes âgées de plus de 19 ans pouvaient entrer. Il y avait des infusions aromatisées à l'ananas, du riz aux légumes, du ragoût de poulet... Tout le monde était content. Si quelqu'un dépassait un peu trop les bornes, il y avait du monde pour s'en occuper. C'était une belle journée, ensoleillée, du genre « journée barbecue ». Mais l'équipe des infos est arrivée et elle s'est mise à filmer, à la manière « Regardez ce gars défoncé là-bas ». (Groupe de discussion, Ontario, septembre 2018)

Quelques participants ont suggéré des mesures à prendre pour remédier aux conséquences de la criminalisation des communautés PANDC. Pour eux, des mesures de grâce ou l'effacement des casiers judiciaires étaient essentiels à la réduction des préjudices de la criminalisation d'hier et d'aujourd'hui. Autre stratégie susceptible de réduire ces préjudices qui a été mentionnée : le réinvestissement dans les communautés des recettes fiscales provenant de la taxe sur le cannabis.

Débouchés économiques

Pendant les discussions, des questions relatives au racisme systémique ont été soulevées concernant le marché licite du cannabis. Les participants ont indiqué que les communautés PANDC se heurtaient à de multiples obstacles pour participer à l'économie légale du cannabis, aussi bien comme producteurs que comme consommateurs. Ils ont parlé des effets de l'inclusion, qui sont assez complexes, sur le plan social et sur les cycles de pauvreté ainsi que de l'importance de l'égalité de la participation et de la représentation sur le marché.

On ne possède pas vraiment d'entreprises de cannabis, même parmi celles nouvellement créées. En fait, on n'en possède aucune. Pourtant, on

est visés par une grande partie des poursuites judiciaires. On peut dire que c'est l'une l'une des principales raisons de la légalisation du cannabis, mais on continue à se tenir à l'écart. Allez sur ces marchés, dans tous les magasins que vous voudrez, et vous remarquerez qu'on n'y est pas très nombreux [...] il y a toutes sortes de gens, sauf des Noirs. (Groupe de discussion, Ontario, septembre 2018)

Les participants ont en outre indiqué qu'il était important que les communautés PANDC soient présentes sur le marché licite du cannabis. De cette manière, on représenterait, honorerait et protégerait les aspects historiques, religieux et spirituels des différentes cultures (p. ex. celles des Rastafaris et des Autochtones) et l'usage du cannabis fait par ces cultures.

Pour augmenter la représentation des PANDC, quelques participants ont proposé que certains membres de ces communautés reçoivent une licence prioritaire pour participer à l'économie licite du cannabis. Les participants ont également souligné le besoin d'informations accessibles sur la manière de surmonter les obstacles administratifs et de s'orienter dans les méandres du marché licite. Certains ont toutefois fait remarquer que les possibilités de réconciliation n'étaient pas pleinement exploitées ou mises en place de façon constructive et qu'il fallait faire bien davantage pour remédier à toutes les injustices passées.

Mais je pense qu'il serait utile aux communautés locales d'avoir une brochure, une trousse d'informations sur la façon d'obtenir une licence, de gérer une affaire sur le marché licite, d'obtenir une grâce une fois qu'une amnistie est prononcée pour qu'elles puissent mieux s'orienter dans le système [...] sans se sentir menacées. Par exemple, j'ai entendu des entrepreneurs qui ont été condamnés par le passé dire [...] qu'ils avaient peur d'être à nouveau criminalisés en raison de leurs anciennes condamnations et de leurs anciennes fréquentations. (Entretien, Ontario, octobre 2018)

Portée et limites des conclusions

Les résultats de l'étude sont difficilement transférables. En effet, nous avons seulement interrogé des personnes habitant ou travaillant dans des

grandes villes du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. De plus, bien que les participants aient dit appartenir à de multiples communautés PANDC, nous n'avons pas systématiquement recueilli de données démographiques et nous ne sommes donc pas en mesure de généraliser les points de vue des participants à l'ensemble de leurs communautés ou à d'autres groupes PANDC. Dans les prochaines recherches, il faudra inclure des participants appartenant à une plus grande variété de groupes PANDC ainsi que des habitants de petites communautés ou de communautés rurales pour pouvoir appréhender de façon nuancée les effets de la légalisation du cannabis et faire entendre les points de vue d'un plus grand nombre de PANDC.

Applications possibles

Les participants à l'étude ont émis des points de vue très divers sur le cannabis, notamment sur son usage à des fins thérapeutiques, spirituelles et récréatives dans des contextes culturels distincts. Nombre d'entre eux ont exprimé leur respect pour la culture du cannabis et ont fait part de leurs préoccupations concernant la production commerciale. Ils ont tous dit qu'il fallait mettre en place à l'intention des producteurs et des consommateurs davantage de programmes d'information afin de garantir que la culture du cannabis soit sans danger et sa consommation responsable. Selon les participants, la réduction de la stigmatisation liée au cannabis est un des grands avantages de la légalisation. Cependant, certains ont dit redouter que le marché non réglementé du cannabis continue à prospérer et que la légalisation n'affecte encore davantage les groupes PANDC, déjà en butte aux effets constants du racisme systémique. La mobilisation des communautés et la communication avec les jeunes PANDC ont été cités comme des moyens efficaces de réduire les méfaits chez les jeunes. Les participants ont exprimé la crainte que les interventions policières excessives et systémiques à l'encontre des communautés PANDC continueraient malgré la légalisation. Ils ont suggéré des mesures importantes pour réduire les préjudices causés par la criminalisation et augmenter la représentation PANDC sur le marché

licite du cannabis. Les participants ont souligné la nécessité pour les chercheurs de forger des relations continues avec les communautés PANDC, lesquelles seraient très utiles en raison des vastes connaissances de ces communautés et de leurs expériences uniques sur le cannabis.

Auteur.e.s

Sergio Rueda, Elaine Hyshka, Branka Agic, Thomas G. Brown, Neil Boyd, Julie Bull, Tara Elton-Marshall, Julie George, Hayley Hamilton, Akwatu Khenti, Rick Linden, Renee Linklater, George Mammen, Robert Mann, M-J Milloy, Marie Claude Ouimet, Akwasi Owusu-Bempah, Margaret Robinson, Tara Marie Watson, Samantha Wells, Jessica L. Wiese

Remerciements

Cette recherche a bénéficié d'une subvention Catalyseur des Instituts de recherche en santé du Canada.

Le Réseau d'échange de données probantes aide à créer et à partager des données probantes afin de bâtir un meilleur système de santé mentale et de traitement de la toxicomanie en Ontario. Nous mettons en contact des parties prenantes du système de santé mentale et de traitement de la toxicomanie et leur transmettons des données probantes pertinentes et réalisables pour leur permettre de prendre des décisions mieux éclairées. Inscrit dans le Programme de soutien au système provincial (PSSP) au Centre de santé mentale et de toxicomanie (CAMH), le réseau regroupe des chercheurs, des cliniciens, des fournisseurs de service, des planificateurs du système, des responsables des politiques, des personnes ayant des expériences de vie pertinentes et leurs familles. Visitez www.eenet.ca/fr/.

camh